

## **MESSAGE DU RAPPORT VOLONTAIRE NATIONAL DU MALI SUR LES ODD AU FORUM POLITIQUE DE HAUT NIVEAU 2022**

Le Mali, en dépit d'un contexte général difficile, s'est engagé à présenter son second Rapport National volontaire (RNV), preuve de la volonté affichée, de mettre en œuvre les Objectifs de Développement Durable (ODD), en cohérence avec le Cadre Stratégique pour la Relance Economique et le Développement Durable (CREDD 2019-2023).

L'élaboration du RNV 2022 intervient dans un contexte marqué par une crise sanitaire sans précédent et la persistance de la crise sécuritaire depuis 2012 avec des conséquences socio-politiques ayant conduit à un embargo économique et financier sur le pays.

C'est pourquoi, nous partageons aussi la pertinence du thème du Forum Politique de Haut Niveau "Reconstruire au mieux après la pandémie de la Covid 19 tout en avançant dans la mise en œuvre des ODD".

La pandémie a fait reculer les progrès des ODD, complexifiée davantage la situation avec des lacunes dans les services de santé, la sécurité alimentaire, la paix, la sécurité et les changements climatiques. **L'impact économique du COVID-19 a été désastreux pour le Mali avec une croissance qui est passé de 5% en 2019 à -1,2% en 2020.**

Pour riposter, le Gouvernement a adopté des mesures visant à atténuer ses effets sur les populations et sur l'économie nationale.

Des efforts considérables ont été fournis par le Gouvernement pour la mise en œuvre des 17 objectifs avec l'appui du « SGD Fund » à travers le Programme conjoint « Financer le Développement du Capital humain ».

L'évolution des cinq objectifs retenus pour le Forum politique de Haut Niveau 2022 se présente comme suit :

### **ODD 4 (Accès à l'éducation de qualité) :**

La crise sécuritaire a eu des impacts sur l'évolution normale des indicateurs de l'éducation. Son impact le plus évident a été un déplacement massif des populations, notamment les femmes et les enfants scolarisés et la fermeture de plusieurs écoles dans les régions affectées par la crise.

**ODD 5 (Égalité entre les sexes) :** des progrès significatifs ont été faits avec par exemple l'adoption de la loi n°2015-052/ du 18 décembre 2015 instituant des mesures pour promouvoir le genre dans l'accès aux fonctions nominatives et électives. Ainsi, lors des élections de 2020, la proportion de sièges occupés par les femmes a été multipliée par 3 en passant de 9,5% à 27,89%.

Le Conseil National de Transition, qui joue actuellement le rôle de Parlement, compte 26,45% de femmes, ce qui constitue un effort encourageant pour la promotion de l'égalité homme-femme. Des efforts restent à fournir en matière de violences faites aux femmes, surtout dans un contexte de crise et d'accès aux postes nominatifs et électifs.

**ODD 14 (Vie aquatique)** : à première vue, le pays sans accès à la mer ne semble pas directement concerné par cet objectif. La crise avec la CEDEAO marquée par un embargo sur le pays a démontré l'importance de cet objectif pour le pays.

**ODD 15 (Vie terrestre)** : au vu de l'évolution favorable pour la plupart des indicateurs, de fortes chances existent pour l'atteinte de cet ODD si des mesures spécifiques sont prises pour augmenter la proportion de la surface émergée totale couverte par des zones forestières qui a connu un léger recul en 2018.

**ODD 17 (Partenariats pour la réalisation des Objectifs)** : l'évolution des indicateurs de cet objectif laisse augurer de bonnes perspectives à l'horizon 2030 si les efforts ayant permis le regain de la performance de 2019 des services de recettes se poursuivaient.

Conscient des enjeux de l'Agenda et de la nécessité de l'inclusivité pour l'atteinte des objectifs, le Gouvernement a adopté un dispositif inclusif et participatif qui implique tous les acteurs de la vie socioprofessionnelle du pays.

À l'examen des tendances d'évolution des indicateurs, certains défis ont pu être identifiés portant sur la mobilisation des acteurs et des ressources financières, le défi statistique, la communication.

Ces défis doivent être pris avec davantage de robustesse et les maigres ressources publiques gérées avec davantage de rigueur budgétaire, une amélioration de la gouvernance politique et institutionnelle à tous les niveaux et bien sûr un réarmement moral important des citoyens pour l'unité, la paix, la justice sociale et le vivre ensemble de tous les instants.